

Israël et la Militarisation des Jeux Olympiques et Paralympiques



Un des effets les moins mis en avant dans la critique des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) est la militarisation de la société que ceux-ci entraînent. Si la France possède une solide industrie de l'armement, qui lui permet d'être l'un des plus grands pays vendeurs d'armes au monde, deux pays se distinguent particulièrement dans la mise en place de la militarisation des JOP à chacune de leur édition : les États-Unis¹ et l'Etat colonial d'Israël².

Cette brochure vise à détailler en quoi Israël, à travers son armée, sa police et ses entreprises privées, joue un rôle majeur dans la sécurité des JOP, particulièrement depuis ceux de Munich en 1972.

Les grands évènements sportifs sont une occasion pour l'État colonial d'Israël de banaliser son exploitation et son massacre des Palestiniens à travers son « expertise » sécuritaire, de vendre ses technologies sécuritaires sur le marché international, de renforcer ses « partenariats » avec d'autres États pour diffuser ses stratégies et outils de surveillance, de répression et de mort.

¹ Si le temps et l'énergie nous le permet, nous détaillerons le cas des États-Unis dans une future brochure

² Bien que les États-Unis soit aussi un état colonial fondé sur le génocide de ses populations autochtones, nous décidons dans cette brochure de le souligner pour l'état d'Israël n soutien au peuple palestinien et afin de protester contre le génocide en cours.



Les attentats de Munich 1972 : les Jeux de Munich sont tristement célèbres pour la prise d'otages qui s'y est déroulée. Au matin du 5 septembre 1972, un commando palestinien s'est introduit dans le secteur du village olympique où étaient logés les athlètes israéliens. Deux athlètes ont été immédiatement assassinés, et les neuf autres pris en otage. Le commando, dénommé « Septembre Noir », a exigé la libération de deux cent trente-deux prisonnier-es politiques palestinien-nes détenu-es par l'État colonial d'Israël. Les négociations ont abouti à la tombée de la nuit au déplacement du commando palestinien et des otages israéliens vers un aéroport militaire où un avion les attendait pour le Caire. C'est là qu'auraient dû se poursuivre les négociations. C'était en réalité un piège des autorités allemandes, qui ont prévu de tuer les fedayin une fois sur le tarmac. Quand ces derniers l'ont compris, ils ont ouvert le feu sur les athlètes israéliens. La police allemande a tiré également. Au total, neuf athlètes israéliens, cinq fedayin et un policier allemand ont été tués. Les Jeux ont repris dès le lendemain matin.

Cet évènement a marqué le début de l'opération « Colère de Dieu », qui n'est autre que la vengeance du gouvernement de l'État colonial d'Israël à travers des assassinats ciblés de responsables de l'Organisation de libération de la Palestine. Ainsi à Paris, le Mossad a pu assassiner quatre personnes sans autre forme de procès et sans aucune réaction de l'État français. Cette opération ne s'est achevée qu'en 1992 par l'assassinat du treizième et dernier survivant de la liste.

Les évènements de 1972 constituent un tournant dans l'histoire des JOP en termes de moyens alloués à la sécurité des Jeux. À partir des Jeux suivants, le budget sécuritaire augmente drastiquement et ne cessera de grossir au fil des années (100 millions de dollars à Montréal en 1976, 330 millions de dollars à Barcelone en 1992, 392 millions de dollars à Salt Lake City en 2002, 1,4 milliard d'euros à Sotchi en 2014...). Au plus grand bonheur de l'industrie des technologies sécuritaires de l'État colonial d'Israël.³

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Prise_d%27otages_des_Jeux_olympiques_de_Munich

I. Le rôle de l'État colonial d'Israël dans la sécurisation des JOP

Depuis les attentats de Munich, l'État colonial d'Israël joue un rôle crucial dans la sécurité des JOP par la mobilisation de sa police, de son armée et de son industrie sécuritaire, perçues comme des « pointures » dans ce domaine. Rappelons que cette « expertise » est en grande partie fondée sur des expérimentations de ces outils sur les Palestiniens. L'investissement de l'État colonial d'Israël dans la sécurité des JOP a été systématique depuis les années 1970, à un degré plus ou moins élevé, et nous en donnerons ici quelques exemples seulement.

A) La police

Le premier acteur clef est la police israélienne. Elle s'est construite une légitimité « d'experte » internationale face aux risques d'attaques terroristes, et forme en ce sens la police des pays accueillant les grands événements sportifs comme les JOP.

Les Jeux d'Athènes 2004 se sont déroulés suite aux attentats du 11 septembre 2001 et furent une des éditions les plus sécurisées possible. Le ministre grec de l'ordre public, Giorgos Floridis déclara dans une interview pour le quotidien Haaretz⁴ qu'Israël avait aidé son gouvernement à développer des études de faisabilité sur la sécurité et à élaborer des plans pour gérer les attentats suicides. La police israélienne a également fourni une assistance sur la façon de recueillir des renseignements sur les menaces potentielles et les organisations terroristes.

La police israélienne forme même des polices de pays totalitaires dont l'on aurait pu croire qu'ils n'avaient pas besoin de ces formations, comme la Chine. Pour les Jeux de 2008 à Beijing, la police chinoise fit donc elle aussi appel à la police israélienne pour se former face au risque d'attentats. Une coopération qui dépasse le temps des Jeux : dans un article du Haaretz datant de 2008⁵, le commandant de la police armée du peuple chinois exprime son intérêt pour la poursuite de la coopération entre la police israélienne et chinoise après le « succès » de la sécurisation des JOP.

Enfin, même la police la plus militarisée au monde qui est celle des États-Unis a aussi fait appel à la police israélienne pour des formations. Ainsi dès le début des années 1990, des dizaines de policiers américains participèrent à des échanges

⁴ <https://www.jta.org/2004/07/29/lifestyle/israelis-help-secure-olympic-games>

⁵ <https://www.haaretz.com/2008-09-28/ty-article/israeli-police-trained-chinese-counterparts-prior-to-olympics/0000017f-e721-dc7e-adff-f7adfab00000>

avec l'État colonial d'Israël pour être formés. Des formations qui s'accéléraient avec l'arrivée des JOP d'Atlanta en 1996. Et encore une fois, il n'y eut pas de retour en arrière, puisqu'à la suite des JOP des organisations à but non lucratif et des entreprises privées de tous les États-Unis ont commencé à parrainer des échanges entre les forces de l'ordre et l'État colonial d'Israël.

Des critiques s'élevèrent pour dénoncer ces partenariats, notamment de la part des Jewish Voice for Peace (JVP) qui pointèrent le fait que ces derniers avaient des répercussions négatives sur les minorités aux États-Unis et allait exacerber la surveillance de masse, le profilage raciale et l'emploi de la force dans les forces de l'ordre. Suite aux nombreuses critiques plusieurs villes finirent par se retirer de ces partenariats⁶.

B) L'armée

Au-delà de ces formations qui diffusent à l'occasion des JOP des pratiques sécuritaires et répressives de l'État colonial d'Israël à travers le monde, ce dernier met aussi son armée et ses services de renseignement directement au service des JOP dans les pays hôtes, le plus souvent en partenariat avec l'armée états-unienne ou d'autres armées de pays membre de l'OTAN.

Aux Jeux d'Athènes 2004, l'armée israélienne envoya des navires de guerre pour patrouiller le long des côtes grecques et se coordonna pendant toute la durée de l'évènement avec l'armée grecque⁷.

Pour les JOP de Sidney 2000, les armées américaine et israélienne étaient également présentes sur le sol australien pour sécuriser leurs ressortissants. L'un des enjeux était de savoir s'il était possible et légal pour les armées américaine et israélienne d'agir selon leurs propres pratiques et sans l'aval du gouvernement australien.

C) Les entreprises de sécurité

Après les formations de la police et l'intervention directe de l'armée, le dernier acteur essentiel sont les entreprises de sécurité israélienne dont l'industrie est dominante sur le marché mondial et sont donc régulièrement choisies pour assurer la sécurité des JOP.

⁶ <https://www.governing.com/archive/gov-israel-us-police-training-programs.html>

⁷ <https://www.ekathimerini.com/news/23825/israel-to-play-key-role-in-safeguarding-olympics/>

Pour les JOP de RIO 2016 c'est la société ISDS qui a obtenu un budget de 2,2 milliards de dollars et une carte blanche totale pour sécuriser l'évènement⁸.

Pour les Jeux de Tokyo 2020, la ville de Kawasaki a ainsi accueilli en 2018 la version Japonaise de l'Israel Defence Exhibition (ISDEF), un salon professionnel international de technologies militaire et policière, organisé tous les deux ans à Tel Aviv. Pour promouvoir cet espace de vente, le logo olympique était affiché sur l'affiche de l'évènement avec la phrase «*Avec les Jeux olympiques de Tokyo 2020 à l'horizon et plus de 40 millions de touristes attendus, la sécurité est la plus grande préoccupation des organisateurs et des autorités* ». Les JOP de Tokyo ont donc servi d'argument de vente à l'industrie israélienne de technologies sécuritaires et leur a donné la possibilité de déplacer leur salon de la sécurité au Japon et de s'en servir comme vitrine internationale⁹.

Le but de l'ISDEF a été pleinement atteint puisqu'au final des dizaines d'entreprises israéliennes de cybersécurité ont fait partie de celles qui protègent les JOP de Tokyo.¹⁰



Affiche de l'ISDEF détourné par le collectif Hanorinnokai / No Tokyo 2020

⁸ <https://israelentreleslignes.com/2014/10/les-israeliens-seront-charges-de-la-securite-pendant-les-jeux-olympiques-de-rio/>

⁹ <https://hangorin.tumblr.com/post/177401621881/letter-of-protest-we-dont-need-isdef-japan-or>

¹⁰ <https://infos-israel.news/des-dizaines-dentreprises-israeliennes-de-cybersecurite-protigent-les-jeux-olympiques-de-tokyo/>

II. Pourquoi ça pose problème ?

Les partenariats établis entre l'Etat colonial d'Israël et les pays hôtes des Jeux Olympiques et Paralympiques et la reconnaissance de « l'expertise » de l'État colonial d'Israël en termes de sécurité ont comme effet de **cautionner et de normaliser les violations du droit international** perpétrés par l'armée et la police israélienne envers les Palestiniens, ainsi que les attaques dans les pays arabes voisins, à l'aide de techniques et de technologies meurtrières.

Les JOP sont l'occasion de mettre en place ces échanges, mais ceux-ci sont souvent poursuivis après les JOP, tant en termes d'exportations de tactiques que de technologies sécuritaires (surveillance de masse, armes, etc.). Leur pérennisation fait peser un **risque accru de violences policières et de crimes d'État pour les minorités** dans les pays concernés, d'autant plus quand ceux-ci sont des pays occidentaux dont l'idéologie impérialiste et l'histoire colonial imprègnent toujours les plus hauts corps de l'État.

Les JOP sont aussi **une occasion pour l'État colonial d'Israël de vendre ses technologies sécuritaires à l'international**, technologies qui servent par ailleurs à tuer des Palestiniens. Comme l'ont écrit les anti-JOP de Tokyo en amont des JOP 2021 : « *Nous ne voulons pas d'un événement tâché de sang et nous sommes déterminés à lutter contre les Jeux olympiques qui nécessitent une technologie violente contre les gens.* »¹¹

L'État colonial d'Israël utilise l'occupation pour tester ses technologies sécuritaires sur les populations palestiniennes avant de pouvoir vendre celles-ci. Acheter et utiliser ces technologies pour « sécuriser » les JOP, c'est donc **participer à l'exploitation et au massacre du peuple Palestinien au profit de l'économie israélienne.**

¹¹ <https://hangorin.tumblr.com/post/177401621881/letter-of-protest-we-dont-need-isdef-japan-or>

III. Paris 2024

Il est malheureusement très difficile d'avoir des informations exactes sur la coopération entre l'État colonial d'Israël et la France pour les JOP de Paris, la plupart des informations étant dissimulées sous prétexte du secret-défense.

Si l'on sait par exemple que sur la période 2010-2019, les armes livrées par la France à Israël ont représenté un budget de 208 millions d'euros, on ignore en revanche le montant des ventes d'armements et de systèmes de sécurité militaires et policiers d'Israël en France. L'opacité mondiale du marché de la cybersécurité, dans lequel Israël est un acteur majeur, ne permet pas d'avoir la moindre idée des volumes de vente. Henri Cukierman, président de la Chambre de commerce et d'industrie France-Israël, précisait que « *Les partenariats militaires et sécuritaires ne rentrent pas dans les statistiques officielles* ». ¹²

La France a une longue histoire de partenariat avec l'État colonial d'Israël dans le domaine de la sécurité. Nous allons revenir ici sur quelques étapes de cette histoire.

A) France – Israël : un chant d'amour sécuritaire

Bien qu'existant depuis la création de l'État colonial, la coopération militaire entre Israël et la France c'est relancée au début des années 2000, à travers le secteur des drones :

« *La France n'est alors pas très avancée sur le sujet, précise un expert militaire. Or, elle doit progresser sur la question des guerres urbaines, sensible en particulier en Afrique, où les hélicoptères sont des solutions à la fois coûteuses et trop bruyantes. Israël est alors souverain sur les drones.* »

Ainsi la France va alors commencer à acheter et utiliser des drones israéliens pour ces opérations. Des accords avec les armuriers (vendeurs d'armes) Dassault, Airbus et la Sagem vont également permettre l'achat de drones israéliens Eagle en 2007 et Heron en 2009 et 2010.

Mais la coopération ne va pas s'arrêter à l'achat de drones, puisqu'en 2005, quelques jours seulement après le début des soulèvements¹³ en France, Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'intérieur du gouvernement (Villepin) fait venir à Paris les responsables de la police israélienne. Le but de leur visite est de former les polices française à la répression des émeutes¹⁴.

¹² Une grande proportion des informations de cette partie proviennent de l'article : <https://orientxxi.info/magazine/comment-israel-developpe-scorpion-futur-coeur-de-la-defense-francaise,4616>

¹³ Soulèvements provoqués par la mort de Zyed Benna 17 ans et Bouna Traoré 15 ans, qui sont entré dans un transformateur alors qu'ils essayaient d'échapper à la police à Clichy-sous-Bois.

¹⁴ <https://www.france-palestine.org/Les-forces-de-police-israeliennes>

Une coopération policière qui se pérennise dans le temps puisqu'en 2006, Sarkozy crée un poste d'attaché sur les questions de sécurité à l'ambassade de France à Tel-Aviv et en 2008, il lance un « dialogue stratégique » franco-israélien. Il s'agit d'une rencontre annuelle entre les deux pays dans le but d'échanger des informations entre les militaires et les espions. À partir de ce moment, les rencontres et les échanges d'informations et de techniques vont se faire réguliers entre les deux pays.

Cette coopération est notamment portée par le vendeur d'armes français Dassault, qui de son côté travaille avec l'État colonial depuis 1949. Le partenariat entre Dassault Aviation et Elbit Systems est si actif, qu'il c'est vu décerner le Trophée 2014 du partenariat le plus dynamique entre la France et Israël.



Mules Probot de Roboteam

La coopération militaire n'est pas en reste non plus, puisqu'en 2016 des manœuvres aériennes communes ont eu lieu au-dessus de la Corse et qu'en 2018 des opérations communes des marines ont eu lieu au large de Toulon et de la Corse. Une première depuis 1963.

L'armée française c'est par ailleurs équipé de « mules Probot » de la société israélienne Roboteam, des robots militaires destinés au transport de matériel et à l'évacuation de blessés, et qui auraient été déployés au Sahel en 2020.

Enfin en 2011, la France a acheté pour 500 millions de dollars de drones à l'État colonial. Des drones Héron TP, dont la France est devenu le premier pays étranger à s'équiper et qui sont notamment utilisés en Méditerranée pour repérer les bateaux transportants des personnes migrantes.

Pour terminer ce rapide historique, nous pointerons le fait qu'en France le GIGN, le Raid et même la police sont formés au Krav-Maga, une technique qui a été

démocratisée en France par Richard Douieb qui l'a enseignée au sein du GIGN de 1993 à 2005¹⁵. Si aujourd'hui le Krav-Maga s'est énormément répandu au sein de la population, rappelons qu'il s'agit à la base d'une technique d'autodéfense offensive utilisée par les troupes sionistes puis par l'armée israélienne qui l'utilisent dans le but de terroriser et déstructurer les groupes palestiniens.¹⁶



B) Israël et les JOP de Paris :

Les JOP 2024 arrivent donc dans un contexte où les échanges entre les armées et polices israéliennes et françaises, ainsi que le commerce de l'armement et de la cyber-sécurité entre les deux pays sont déjà bien installés et banalisés.

¹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Richard_Douieb

¹⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Krav-maga>

Si comme précisé en amont, nous manquons d'informations sur les liens entre l'État colonial d'Israël et la mise en place des JOP de Paris, plusieurs éléments nous prouvent que ces derniers ont bien renforcé les liens entre les deux pays.

En 2022, une équipe du GIGN part faire une semaine d'immersion avec le Yamam, une unité spéciale anti-terroriste israélienne. Une formation qui a pu être centrée sur la thématique des JOP, puisque le GIGN sera déployé tout le long du passage de la flamme olympique¹⁷. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ce qui a motivé la création du GIGN en 1974 est justement la prise d'otages des JOP de Munich¹⁸. La boucle est bouclée.

En juin 2023, suite aux soulèvements des quartiers populaires protestants contre le meurtre par la police du jeune Nahel, les autorités françaises auraient contacté leurs homologues israéliens pour des conseils, une information rapportée par le média israélien *Israel Hayom*, mais démenti par les autorités françaises par la suite¹⁹. S'il est impossible pour le moment de connaître qui dans la vérité, dans cette histoire, cette prise de contact n'aurait rien de surprenant, vu l'historique des soulèvements de 2005. Alors qu'au moment du soulèvement de 2023, énormément de voix (médiatiques et civiles) montraient leur inquiétude d'un soulèvement des banlieues pendant les JOP de Paris, il est difficile de ne pas penser que les échanges d'informations entre les autorités françaises et israéliennes n'aient pas concerné la sécurisation des JOP.

En novembre 2023, a eut lieu (comme chaque année) au Bourget le salon de l'armement Milipol. Toutes les conférences du salon de cette édition étaient centrée sur le « *continuum de sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris* ». 52 stands israéliens étaient présents au salon, malgré le début de l'offensive contre Gaza, un mois plus tôt.

La société israélienne *BriefCam* était également présente. Le média *Disclose* révélait seulement quelques jours plus tôt que cette société commercialise en toute illégalité un logiciel de reconnaissance faciale en France. Il est utilisé depuis 2015 par la police française dans le plus grand secret²⁰.

¹⁷ https://www.liberation.fr/sports/jeux-olympiques/paris-2024-le-gign-protgera-la-flamme-olympique-dans-une-bulle-de-securite-20240122_CIYXGRWEGZADRJWMVJXSVLB35I/

¹⁸ <https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gign/historique/historique>

¹⁹ <https://www.humanite.fr/monde/mort-de-nahel/maintien-de-lordre-quand-le-gouvernement-francais-demande-conseil-a-israel-801722>

²⁰ <https://disclose.ngo/fr/article/la-police-nationale-utilise-illegalement-un-logiciel-israelien-de-reconnaissance-faciale/>

Des révélations qui ne peuvent que laisser perplexe, après que le gouvernement français se soit servi de l'annonce de la non utilisation de la reconnaissance faciale pour les JOP de Paris, pour mieux faire passer l'autorisation de la Vidéosurveillance algorithmique (VSA). Comment ne pas croire que les autorités française utiliseront *Briefcam* et sa reconnaissance faciale pendant les JOP, après avoir dissimulé son utilisation illégale pendant 8 ans ?

BriefCam

JOIN US AT MILIPOL PARIS

OCTOBER 19 – 22
BOOTH # 5B028



Image promotionnel de BriefCam pour le salon Milipol

Enfin, dernière info révélé par le média IsraelValley : de nombreuses firmes de sécurité israéliennes ont été contactées par les organisateurs de Paris 2024. Celles-ci devraient avoir comme mission d'assurer la sécurité des sites de compétition, du village olympique et des hôtels privatisés²¹.

²¹ <https://israelvalley.com/2024/03/04/j-o-de-paris-les-israeliens-du-secteur-de-la-securite-en-france-budget-de-320-millions-deuros-pour-la-securite-des-j-o/>

Conclusion : 2024 et après ?

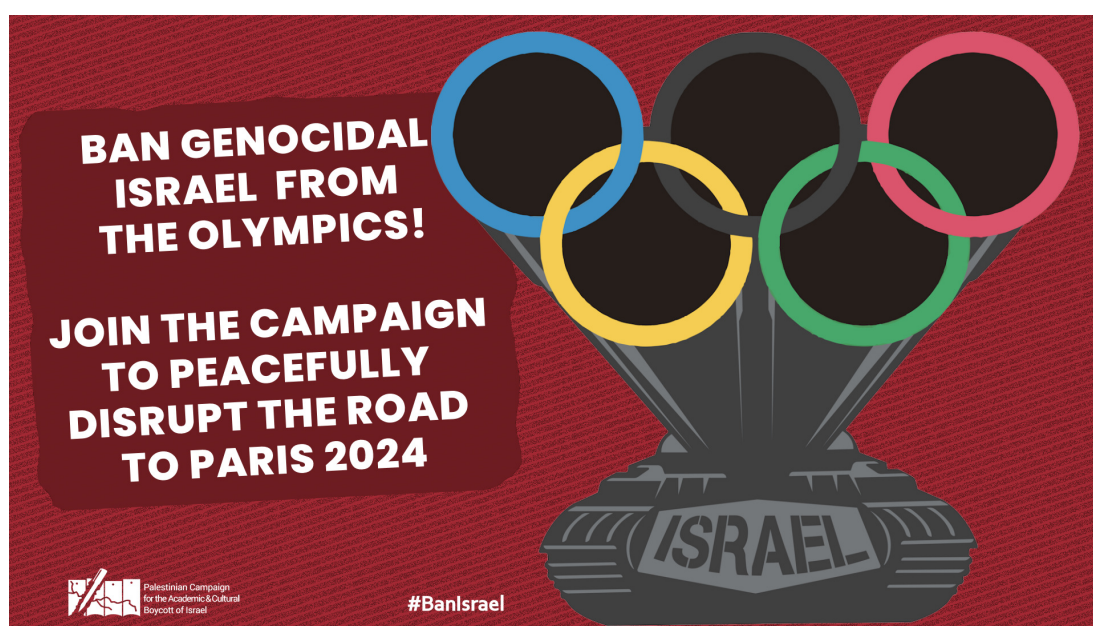
L'État colonial d'Israël est historiquement l'un des acteurs les plus actifs dans la militarisation qu'entraîne la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques.

De plus la France est l'un de ses partenaires majeurs en terme de coopération sécuritaire, militaires et d'armement.

Deux informations qui ne laissent rien présager de bon pour l'édition de Paris 2024, dont la sécurisation est déjà extrêmement tendue dans le contexte de la guerre en Ukraine et de l'annonce de la venue d'une délégation israélienne alors même que le génocide du peuple palestinien est en cours. Cette venue est un scandale plein et entier, mais n'a rien d'étonnant au vu des implications réelles de ce méga évènement sportif pour l'économie mais aussi pour la légitimation de l'État colonial d'Israël. Une campagne internationale a été lancée pour appeler à bannir l'État colonial d'Israël des JOP de Paris²².

Le rôle prédominant de la vision et des technologies sécuritaires de cet État colonial risque de se perpétuer d'une édition à l'autre des JOP, si nous n'y mettons pas un terme.

Pour les Jeux des Alpes 2030, on peut déjà s'inquiéter que Christian Estrosi le maire de Nice (qui accueillera un village olympique et la cérémonie de clôture) échange avec l'État colonial d'Israël depuis déjà des années dans le cadre de la sécurisation et de la cyber-surveillance dans sa ville.



²² <https://bdsmovement.net/banisrael>



NO MEDALS FOR GENOCIDE

Ban Israel from the Olympics

 [eko.org/gaza](https://twitter.com/eko.org/gaza)

EKÖ